

## Dans la (vraie) tête des Français : pourquoi François Fillon n'est pas le candidat qu'on vous décrit dans les médias



Décrit par de nombreux médias comme trop libéral pour pouvoir s'attirer le vote des catégories populaires, François Fillon et sa vision divergent pourtant nettement de l'image qu'ils dégagent. Et ce fameux vote est encore loin de lui échapper.

Avec Emmanuel Rivière
Avec Laurent Chalard
Avec Jean Petaux

**Atlantico : Pour de nombreux observateurs, le discours de François Fillon serait trop libéral et trop clivant économiquement parlant pour lui permettre de séduire les catégories populaires, qui ne se sont pas massivement déplacées lors de la primaire de la droite et du centre. Mais tenir un discours social est-il vraiment le bon moyen de parler à ces Français ? N'y a-t-il pas d'autres thèmes que la fracture sociale qui les intéressent ?**

**Emmanuel Rivière :** Il est certain que pour François Fillon, les classes populaires sont compliquées à conquérir. Elles se sont peu déplacées pour voter à la primaire de la droite et demeurent un électorat de "conquête" pour lui. Ses propositions économiques, l'évolution du modèle social français qu'il promeut, et les efforts qu'ils demandent peuvent être mal accueillis par les Français le plus démunis, qui ont le plus besoin des services publics.

Mais les choses ne sont pas aussi simples que cela. On constate en effet lorsqu'on interroge les Français – et notamment les plus modestes – un sentiment de gaspillage, d'abus, d'assistantat, etc. Cela aboutit à une demande de refonte de notre système de protection sociale et de notre État-Providence. Une fois dit cela, les Français peuvent aussi être de temps en temps en contradiction avec eux-mêmes, avoir une idée générale invitant à demander des efforts tout en déployant une forme de résistance lorsqu'il s'agit d'appliquer ces efforts à eux-mêmes... C'est une question de justice qui est derrière tout cela. La raison principalement invoquée pour expliquer les déficits de nos comptes sociaux, c'est le rôle de ceux qui abusent. Toute la difficulté ici est d'arriver à lutter contre les abus, mais sans pénaliser ceux qui se considèrent eux-mêmes comme ayant une utilisation normale et justifiée du système de protection sociale. Tout étant question de subjectivité ici, cela peut être une difficulté.

**Laurent Chalard :** Les résultats des dernières consultations électorales dans plusieurs pays développés (Brexit, Donald Trump...) montrent qu'aujourd'hui la question économique n'est plus la question primordiale pour les classes populaires. C'est désormais la question identitaire, en particulier la question de l'immigration. Le premier élément qui détermine que les gens choisissent un candidat plus qu'un autre, c'est la position de ce candidat vis-à-vis de l'immigration. Les classes populaires sont plutôt hostiles à l'immigration, donc le candidat tenant le discours le plus ferme sur cette question migratoire est celui qui a le plus de chances de récupérer la

---

majorité de leurs suffrages.

On l'a constaté de façon assez impressionnante aux États-Unis avec le vote Donald Trump et à travers les réactions post-électorales : ceux qui ont voté pour Donald Trump sont ceux qui ont voté avant tout contre l'immigration. C'est exactement la même chose pour le Brexit : on a très bien vu que le moteur principal du vote pour le Brexit n'était pas du tout la question économique ou le fait que le Royaume-Uni serait dupé par l'Union européenne, mais bien l'incapacité de l'UE à gérer la crise des migrants.

Une fois dit cela, au niveau du vote sur la question économique, il y a eu un certain basculement puisque traditionnellement les classes populaires étaient majoritairement favorables à l'État-providence et à un programme d'aides sociales. Aujourd'hui, elles le sont beaucoup moins pour la bonne raison qu'elles ont l'impression que les aides de l'État servent essentiellement les populations d'origine étrangère. Certains discours ultra-libéraux, qui au premier abord pourraient faire fuir l'électorat populaire, ne le font plus car finalement ça ne lui fait pas plus peur que cela. Quand François Fillon dit 500 000 fonctionnaires en moins, ce n'est pas un élément qui fera pencher l'électorat pour ou contre lui.

Penser qu'il n'y a que la question économique qui mobilise cet électorat est très réducteur. Mais cela a changé. Il y a 20 ans, on n'aurait pas dit ça...

**Maxime Tandonnet** : Il faut s'attendre bien sûr à ce que le programme économique et social de François Fillon soit caricaturé par ses adversaires et présenté comme "défavorable" à la classe moyenne et populaire. Le chiffon rouge qui sera agité à ce propos sera par exemple la suppression de l'ISF. Or, tout le projet du vainqueur de la primaire est axé sur une volonté de lutte contre le chômage et sur la relance de l'initiative privée et des créations d'emplois. Dès lors, il est bien dans l'intérêt des classes moyennes et populaires les plus touchées par ce fléau, en particulier les jeunes et les femmes. Pourtant, on ne peut pas nier que le projet économique et social de M. Fillon suscite des inquiétudes dans le pays, notamment sur les retraites, la sécurité sociale, la fonction publique. Le rejet du pouvoir socialiste est infiniment plus fort que cette inquiétude aujourd'hui. Mais jusqu'à quand ? Il ne faut jamais oublier que l'opinion est versatile. Dès lors, ce serait s'aveugler que d'ignorer cette inquiétude et de ne pas la prendre en compte. Qu'est-ce qui motive le vote des catégories populaires ? C'est l'attitude de l'État face à leurs situations personnelles ou familiales. Elles votent en fonction de leur perception de la manière dont l'État prend en compte leurs difficultés quotidiennes, leurs préoccupations et notamment leur angoisse sur l'avenir de leurs enfants. Elles attendent un État qui assume ses responsabilités en matière d'emploi, d'éducation, de retraites, de santé, de pouvoir d'achat, de logement, de sécurité, de cohésion nationale, de maîtrise des frontières. À l'inverse, elles condamnent des dirigeants qui, à leurs yeux, faillissent à cette mission de protection. Elles votent en fonction de leurs attentes à cet égard.

>>>> *A lire aussi* : [Sondage exclusif : Fillon, Le Pen, Macron, voilà auquel des 3 favoris de la présidentielle les Français accordent le plus leur confiance sur les principaux enjeux de société](#)

**Les positions de François Fillon sur les questions de sécurité et d'immigration peuvent-elles lui permettre de séduire au moins en partie cet électorat dit "populaire", en proposant autre chose que l'offre de Marine Le Pen ?**

**Emmanuel Rivière** : C'est une question-clé : savoir quel sera l'axe majeur de la campagne. On sait bien que les Français les plus modestes sont confrontés à plusieurs formes d'insécurité, l'insécurité socio-économique n'étant pas la seule qui les préoccupe. Il y a des enjeux d'identité, des enjeux liés à l'immigration, à l'islam, à l'indépendance de la France par rapport à l'Europe, à la maîtrise du monde et de son évolution, etc.

Évidemment, la sécurité physique et la lutte contre la délinquance font partie des préoccupations. Cela peut être un moyen pour François Fillon de se positionner sur ces sujets avec plus de profit que lorsqu'il développe une politique passant pour une politique d'austérité, et qui risque par son volet fiscal favorable aux entreprises et au capital – pensons ici à la levée de l'ISF – de le faire apparaître comme le candidat des riches. Il y a donc un intérêt certain pour lui de se porter sur les autres enjeux (sécurité, cohésion sociale, vivre-ensemble, etc.). Il a par ailleurs des atouts pour incarner facilement le récit d'une France dans laquelle certains Français inquiets peuvent se reconnaître.

J'ajouterais enfin qu'il n'y a pas que les axes de campagne qui comptent, il y a également une autre dimension très personnelle, qui motive aussi la colère des classes moyennes contre les politiques : le sentiment d'être peu considérées et d'avoir affaire à des dirigeants qui les traitent avec hauteur et mépris, qui roulent avant tout pour leurs propres intérêts. Or, il semble que François Fillon ait un peu réussi à donner le sentiment qu'il parle vrai, qu'il tiendra ses engagements, et que son ambition est collective et non pas mue par l'attrait du pouvoir. Se démarquer sur cette question, sur la confiance que l'on peut accorder à un homme politique, peut être un bon moyen de faire passer la "soupe amère" des restrictions budgétaires. Mais conserver cette crédibilité tout au long d'une campagne où il sera le favori n'est pas une mince affaire, dans la mesure où tout ce qu'il aura dit ou fait va être passé au crible.

**Le vrai défi de François Fillon n'est-il pas plutôt de convaincre les classes moyennes ? À quelles difficultés doit-il s'attendre sur ce plan ?**

**Emmanuel Rivière** : La difficulté de François Fillon sera de convaincre les actifs, dont l'essentiel appartient aux classes moyennes. Il faut bien avoir à l'esprit que son électorat de la primaire de la droite et du centre est plus âgé que la moyenne. Près de la moitié ayant atteint l'âge de la retraite, c'est un électorat assez peu concerné par l'abolition des 35 heures, le recul de l'âge de la retraite, la réforme du contrat de travail ou le tour de vis appliqué au service public, à l'exception des enjeux de santé sur lequel il y a déjà eu un infléchissement.

Ceux qu'il doit encore conquérir, ce sont les catégories actives, et principalement les salariés du privé puisqu'il peut à la limite envisager d'être élu sans la clientèle électorale des fonctionnaires (peu susceptibles de lui être favorables). Il lui faut bâtir une alliance entre les retraités, les classes moyennes actives du monde de l'entreprise, les entrepreneurs eux-mêmes et une partie des catégories populaires sensibles à certains enjeux de justice, d'État-providence ou d'immigration. C'est une alliance qui a déjà été construite en 2007 par Nicolas Sarkozy. La difficulté, c'est de la reconstruire alors que d'une part Marine Le Pen peut aujourd'hui prétendre à un score au moins 2,5 fois supérieur à celui de son père en 2007, et d'autre part parce qu'il y avait dans le *travailler plus pour gagner plus* une promesse qui pouvait apparaître comme supérieure en termes d'offre pour les catégories modestes à ce que propose aujourd'hui

**Alors que les positions de François Fillon semblent parler à une partie de l'électorat potentiel du FN, cette situation devrait pousser le FN à jouer davantage la "ligne Philippot" de protection des classes moyennes et populaires face à la mondialisation. Jean-Luc Mélenchon occupant également ce créneau, le PS pourra-t-il vraiment jouer la carte de la protection du modèle social français ? Le risque "d'embouteillage" à prévoir entre le FN, le PS et Jean-Luc Mélenchon pourrait-il finalement profiter à François Fillon ?**

**Jean Petaux** : Si le PS ne devait être desservi dans la prochaine présidentielle que par votre scénario, ce serait le paradis pour lui. Mon point de vue, c'est que le PS est desservi par tout ce qui se passe en ce moment. Son image partisane est tellement accolée à celle du président de la République (et c'est bien la moindre des choses) qu'il fait l'objet du même "*bashing*" que François Hollande et de la même désaffection profonde de la part de l'électorat. Il est, peu ou prou, dans la situation qu'il a connue en 1993 : quoi que ses dirigeants (voire les candidats qui portent cette étiquette) disent, ils sont inaudibles et désavoués. On peut même, sans risque, concevoir que si le PS proposait une mesure clairement à droite, elle serait, elle aussi, rejetée. C'est par exemple ce qui est arrivé à François Hollande quand il a proposé la déchéance de nationalité pour les binationaux coupables d'actes terroristes : mesure de droite, inutile et inepte, il a quand même été critiqué par une très grande majorité de Français, même ceux de droite.

Reste que vous avez raison : François Fillon est le pire des candidats pour le FN. Les deux lignes auxquelles vous faites allusion, la ligne Maréchal-Le Pen et la ligne Philippot, qui trouvent une synthèse dans la "cheftaine" Marine Le Pen, s'affrontent effectivement sans relâche depuis des mois. On peut concevoir que Florian Philippot, seul sur les plateaux téléés au soir du deuxième tour de la primaire pour commenter les résultats, va trouver, par principe de différenciation, un surcroît d'arguments dans la victoire de François Fillon, prenant ainsi l'avantage sur sa jeune rivale et concurrente. Compte tenu des relations assez exécrables entre la tante et la nièce, la présidente du FN ne devrait avoir aucun mal à soutenir les positions de l'ancien énarque Florian Philippot, diplômé d'HEC et haut fonctionnaire (profil qui l'autorise sans doute à critiquer "le système"... dont il est un pur produit) contre Marion Maréchal-Le Pen.